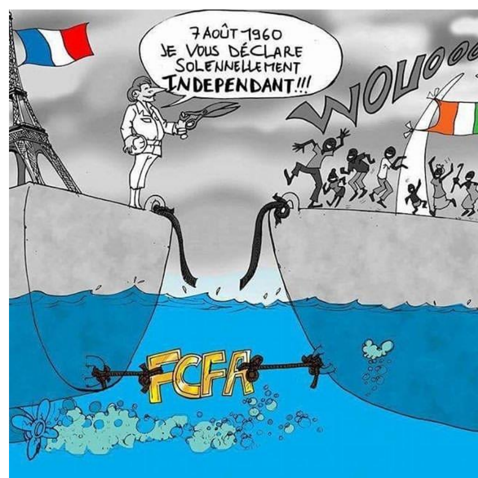
Domination française des marchés en Afrique francophone : Le post-colonialisme à son meilleur ?

Dirk Kohnert [1]

'... le 7 août 1960, je vous déclare solennellement indépendant !!!'



Source : caricaturiste ivoirien *Yapsy* [2]

Résumé : L'Afrique francophone a été dominée jusqu'à présent par les répercussions politiques, économiques et culturelles de la domination coloniale française. Contrairement à la domination coloniale « indirecte » de la Grande-Bretagne, Paris gouvernait ses (anciennes) colonies de manière plutôt autocratique, classiquement qualifiée de « pouvoir directe ». Un instrument majeur pour affirmer les intérêts de la France était le maintien d'une monnaie commune, le franc CFA. Bien que cela ait été de plus en plus ressenti par les politiciens et les économistes africains, qui voulaient le remplacer par une monnaie commune ouest-africaine (l' « Eco »), le CFA prévaut toujours. La discussion internationale controversée s'est concentrée sur les questions de souveraineté et les questions politiques et économiques formelles. Cependant, les règles du secteur informel ont été au moins aussi cruciales dans la structuration de la zone CFA que les institutions et les politiques du secteur économique formel, y compris ses institutions monétaires. Pendant des décennies, par exemple, les prix des importations françaises ont été surévalués, en raison de la protection par l'aide liée et d'autres obstacles politiques et culturels non-tarifaires au commerce. Le coût de cette recherche de rente a été supporté non seulement par le Trésor français, qui garantit le rattachement, mais aussi par les contribuables français et européens, qui ont financé les renflouements budgétaires et l'aide au développement, et enfin, mais non des moindres, par le membre le plus pauvre pays et couches sociales africaines. Bien que cela ne s'applique à proprement parler qu'à la zone CFA, il existe de forts indicateurs que les choses n'ont pas beaucoup changés depuis cette époque pour l'Afrique francophone en général.

Mots-clés : France, Afrique francophone, post-colonialisme, marché régulé, intérêts particuliers, capture réglementaire, politique monétaire, franc CFA, commerce international, zone de libre-échange, union douanière, études africaines

JEL-Code: E26, E31, E42, E52, F13, F15, F22, F35, F45, F52, F54, L13, N17, N97, O17, R11, R58, Z13

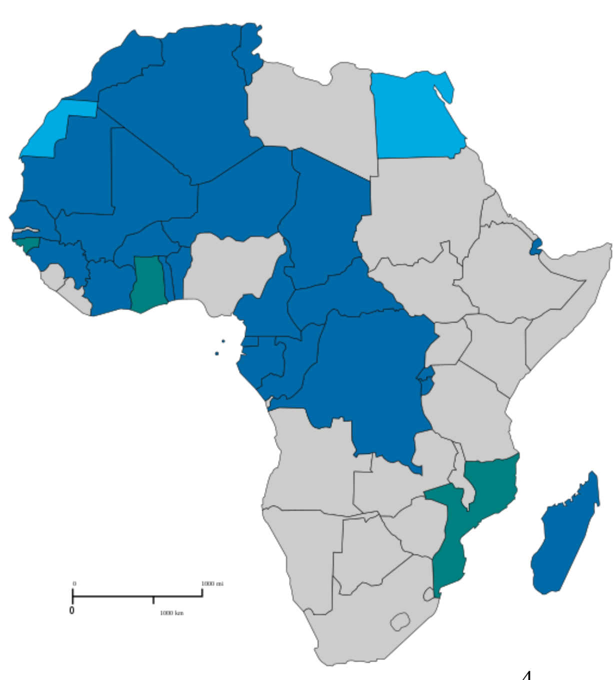
---

[1] Dirk Kohnert, expert associé, GIGA-Hambourg, Allemagne. Brouillon : 19 février 2022

[2] Caricature sur la dépendance post-coloniale de la zone Franc CFA vis-à-vis de la France. Source : Le dessinateur ivoirien Yapsy est l'auteur de cette caricature qui date de 2016. -- @imgrum

Introduction

Carte 1 : Afrique francophone [3]



Source : Francophone Africa, Wikipedia[4]

Lorsque la France a assumé sa présidence semestrielle du Conseil de l'Union européenne pour le premier semestre 2022, elle a annoncé l'aube d'un nouveau partenariat Afrique-Europe. Selon le président français, Emmanuel Macron, un « nouvel accord » serait conclu lors du prochain sixième sommet de l'Union africaine (UA) avec l'Union européenne (UE) à Bruxelles du 17 au 18 février, comme l'a annoncé Macron dans son discours devant le Parlement européen le 19 janvier 2022. Macron visait à « refondre complètement » la relation UE-Afrique (Sanogo, 2022). L'accord porterait sur quatre points clé : (1) un nouveau « new deal » économique et financier avec l'Afrique, aidé par l'émission d'une nouvelle tranche de droits de tirage spéciaux du FMI ainsi qu'une réallocation des obligations européennes, liée à des accords très concrets propositions d'investissement. (2) Un agenda concernant l'éducation, la santé, le climat et le développement de l'Afrique pour répondre aux attentes de la jeunesse africaine. (3) Un agenda sécuritaire pour l'Afrique et l'Europe face au danger croissant du terrorisme dans la région du Sahel, et (4) la lutte contre l'immigration clandestine et les réseaux de trafiquants d'êtres humains facilitant cette migration (Ribouis, 2022).

Le président français a ainsi voulu réinstaller un « grand récit collectif »[5], apparemment une allusion à la fameuse phrase du Premier ministre britannique Boris Johnson « Make Britain great again » (Kohnert, 2018). Car même si les propos de Macron étaient liés à l'UE, ce n'était

[3] Bleu foncé, normalement, bleu clair, parfois considérés pays francophones, vert, pays non francophones, mais ont rejoint le OIF.

[4] Afrique francophone. Les pays colorés en bleu foncé avaient une population de 442,1 millions en 2020. En 2050, leur population devrait atteindre entre 845 millions et 891 millions ('African French', Wikipedia).

[5] Le passage original en français se lit: « Nous sommes collectivement malheureux de ne plus avoir de grand récit, car nos compatriotes sont confrontés à la petitesse des petits récits », Source : The Editor (2021): Présidence française de l'UE : priorité aux dossiers africains. Paris: *Le Point Afrique*, 27 October 2021, (pas d'auteur indiqué).

un secret pour personne que Paris se considérait comme la première puissance concernant les relations UE-Afrique depuis que Londres a quitté l'UE à cause du Brexit. Ainsi, la nouvelle focalisation de l'UE sur l'Afrique reflétait implicitement en même temps les ambitions de la France de revitaliser et de consolider sa « chasse gardée » des tristement célèbres « *Messieurs Afrique* » en Afrique francophone (Airault & Glaser, 2021 ; Borrel, et al, 2021). Le mouvement ténébreux de la franc-maçonnerie en France, y compris ses anciennes colonies en Afrique, a été crucial pour la cohérence du réseau des « *Messieurs Afrique* ». Même des despotes africains comme les Togolais Eyadéma Gnassingbé et Ali Bongo étaient impatients d'être admis au Grand Orient de France. D'autant plus que les Africains ont toujours eu une forte propension aux systèmes de croyances occultes africains (pour plus de détails voir Kohnert, 1996 ; Routier, 2019).

Caricature 2 : les *« Messieurs Afrique »*
et leur « *chasse gardée* » en Afrique francophone [6]



Source: Plantu, *Le Monde*, 30 juillet 2007

À cet égard, un bref rappel peut être opportun concernant l'historique des préparatifs du 6e sommet UE-Afrique. Il avait été de réaffirmer et de renouveler le partenariat entre les deux blocs déjà en octobre 2020, mais il a été repoussé au premier trimestre 2021, et même plus tard en raison de la crise du COVID-19. Par ailleurs, Bruxelles a dû faire face à sa situation post-Brexit et à ses répercussions sur les relations UE-Afrique, hors Royaume-Uni. Les États africains, pour leur part, voulaient renégocier le partenariat UE-Afrique et l'équilibrer avec de nouvelles visions post-Brexit prometteuses du Premier ministre britannique Johnson sur le renforcement des liens économiques avec l'anglosphère africaine. De plus, la Chine et d'autres acteurs mondiaux sont de plus en plus en concurrence avec l'UE et ses États membres dans la nouvelle ruée vers les ressources africaines. Étant donné que l'Afrique est de plus en plus courtisée par d'autres partenaires, ses dirigeants politiques pourraient être enclins à limiter successivement leurs relations avec l'UE. Même en ce qui concerne l'aide et la sécurité de l'UE contre le terrorisme islamiste, de nouveaux concurrents sont apparus comme la Russie, par ex. au Mali, en Libye et ailleurs. Cette tendance a été renforcée par le fait que la nouvelle stratégie UE-Afrique n'a toujours pas été approuvée par tous les États membres de l'UE. Et un remplacement opportun de l'accord de Cotonou, qui a expiré en novembre 2021, est sujet à

[6] Caricature sur l'héritage des « messieurs afrique » et leur « chasse gardée' »(des expressions marquées par Antoine Glaser) en Afrique subsaharienne (ASS) francophone : « Afrique : Sarkozy peine à prouver sa rupture ». « Coopération : le président de la République défend sa visite au Gabon » (Omar Bongo). Source : Plantu – *Le Monde*, 30 juillet 2007.

caution (PE, 2021 ; Kohnert, 2021). Déjà en mars 2020, la Commission européenne avait présenté un communiqué sur une stratégie globale controversée avec l'Afrique, indiquant cinq domaines clé de coopération, à savoir, la croissance et l'emploi, la transition écologique et l'accès à l'énergie, la transition numérique, et la paix et la migration (Lory, 2022) (Kappel, 2021).

Carte 2 : Les traités militaires franco-africains, un aspect important de « Françafrique »

Source: Françafrique, histoire explicite militaire, *wordpress.com*, 19 août 2016

Les différents modes de gouvernement coloniaux, communément subsumés sous la division de l'Afrique francophone et anglophone, constituent toujours une pierre d'achoppement majeure sur la voie du développement africain (Lory, 2022). Cependant, pour réussir, l'UE et l'Afrique doivent d'abord surmonter la pandémie actuelle de Covid. À cet égard également, l'UE devrait faire beaucoup plus d'efforts pour aider ses partenaires africains à faire face aux effets économiques, politiques et sociaux de la crise du COVID-19 si elle veut établir un partenariat sur un pied d'égalité.

1. Le développement des marchés africains francophones

1.1 La politique de la Françafrique

Caricature 3 : Macron en Afrique :
« La politique africaine de la France, bagage colonial et feuille de route »



Source: [*Gado* cartoons](), novembre 2017 [7]

Le classement de la France parmi les nations les plus puissantes du monde dépend encore largement de son rôle politique, économique, militaire et culturel en Afrique. De même, certains des autocrates les plus notoires d'Afrique francophone ont profité de cette relation privilégiée avec les « amis africains » de la France. Certains d'entre eux, comme Eyadéma Gnassingbé, ont même vanté leur amitié avec les chefs d'État français. Bien que les présidents français aient annoncé à plusieurs reprises rompre avec le système post-colonial du réseau ténébreux, informel et parfois même criminel de la « Françafrique », le système est resté bien vivant (Borrel, 2021). En août 2017, Macron a fondé un Conseil présidentiel pour l'Afrique, composé de membres français et africains de la société civile et de la diaspora africaine, pour fournir des conseils spécialisés sur les relations France-Afrique. Pourtant, apparemment, ce conseil a principalement servi de mesure de relations publiques pour polir l'image ternie de la Françafrique (Airault, & Glaser 2021). Trop souvent, le nouveau dialogue entre la France et l'Afrique s'est focalisé sur le domaine économique et financier. De plus, le point de vue des acteurs africains était bien souvent, absent, et la primauté donnée aux intérêts français, à la meilleure façon de les promouvoir et de les sauvegarder ou d'assurer son expansion au-delà du « *pré carré* » francophone (Mbembe, 2021).

L'exemple récent de « l'affaire Bolloré » peut servir d'illustration. Le 19 juillet 2019, le magazine français « *Le Point* » a révélé l'issue du procès contre le magnat et milliardaire français, Vincent Bolloré, devant la Cour d'appel de Paris. Il était un ami personnel proche de l'ancien président français Nicolas Sarkozy, tout comme le président Georges Pompidou avec son père, Michel Bolloré (Vincent Bolloré, fr.Wikipedia). Bolloré a reconnu la prescription des faits de "corruption" et de "faux et usage de faux" en Guinée, faits pour lesquels Bolloré et son groupe ont été poursuivis. Par ailleurs, le milliardaire français restait mis en examen pour abus de confiance dans cette même affaire guinéenne, et pour le deuxième volet de l'enquête

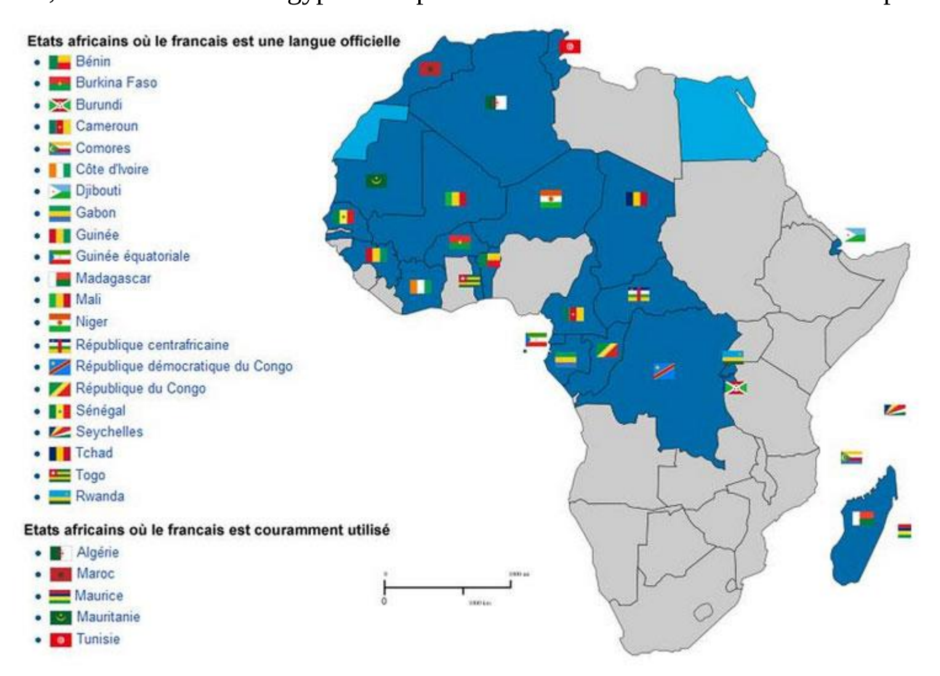
---

[7] Godfrey Mwampembwa, pen name *Gado* (* 1969) est un caricaturiste politique, animateur et dessinateur de bandes dessinées d'origine tanzanienne, vivant au Kenya. Il est un artiste de renommée internationale et le « caricaturiste politique le plus syndiqué d'Afrique orientale et centrale » (Gado comics, Wikipedia).

qui porte sur des accusations similaires dans l'affaire togolaise. Le 24 avril 2018, Vincent Bolloré avait été placé en garde à vue à Nanterre, pour répondre d'accusations de « corruption d'un agent public étranger » (dont le chef de l'Etat togolais, Faure Gnassingbé), et pour déterminer si le groupe Bolloré utilisait ses activités de conseil politique, via sa filiale Havas, pour gérer les ports de Lomé au Togo et de Conakry en Guinée. En 2021, sa société Bolloré SE a été condamnée à une amende de 12 Mio €, calculée sur la base des bénéfices du groupe prévus sur la concession portuaire de Lomé. D'autre part, des hommes d'État africains ont secrètement contribué au financement des élections des présidents français de leur choix, notamment le dirigeant déchu de la Côte d'Ivoire Laurent Gbagbo et Omar Bongo du Gabon, qui auraient payé environ 10 millions de dollars pour l'élection de Chirac en 2002 campagne (Chrisafis, 2011).

1.2 Développement différent d'Afrique anglophone et francophone

Carte 3 : Afrique francophone (26 pays)
(bleu foncé, pays généralement considérés comme appartenant à l'Afrique francophone ; bleu clair, la Mauritanie et l'Égypte sont parfois aussi considérées comme francophones)



Source: Afrique francophone, Wikipedia

La forme de domination coloniale a également eu un impact sur sa croissance et son développement économique post-coloniaux. Bien que l'Afrique francophone offre aux investisseurs des opportunités exclusives et des bénéfices exceptionnels, il existe des défis linguistiques, juridiques et administratifs spécifiques (Chambord, 2014).

Pourtant, l'Afrique francophone n'est plus l'arrière-cour exclusive de la France. Par exemple, la puissante multinationale nigériane Dangote Group est entrée sur le marché sénégalais et s'est également développée au Gabon et au Congo-Brazzaville. Bharti Airtel, une multinationale indienne de services de télécommunications est également devenue un acteur majeur en Afrique francophone en 2010, lorsqu'elle a racheté les actifs africains de Zain Group. Plus tard, il s'est étendu au Burkina Faso, à la République du Congo (RDC), au Gabon, à Madagascar, au Niger et au Tchad. Aussi, des entreprises australiennes ont investi dans le secteur minier d'Afrique francophone, et des entreprises du Moyen-Orient et d'Asie

ont capitalisé dans le secteur agricole. Les parties prenantes d'Afrique du Nord et d'Afrique anglophone ont développé un intérêt pour la région (Maritz, 2013).

Par ailleurs, depuis les années 2010, les entreprises françaises sont allées chercher de nouveaux terrains de chasse en Afrique de l'Est, notamment au Kenya et au Rwanda. Ils ont fait du Kenya leur hub régional pour conquérir les marchés anglophones. Selon la Chambre de commerce française, le nombre d'entreprises françaises au Kenya a considérablement augmenté, passant de 30 à 110 depuis 2012. En 2018, les exportations françaises vers le Kenya ont augmenté de 11,7 % par rapport à 2016, atteignant 171,2 Mio € (194,4 Mio $). La France est ainsi devenue le troisième plus grand investisseur sur le marché le plus développé d'Afrique de l'Est, se verrouillant sur les verts pâturages. Le PIB du Kenya est supérieur à celui de la Côte d'Ivoire et du Cameroun réunis, les deux principaux marchés francophones jusqu'alors (Collins, 2019).

Apparemment, les pays précédemment sous domination française sont en moyenne moins bien lotis que les pays précédemment sous domination britannique. Une étude comparative récente de l'Akron Williams Honors College à Akron, Ohio, de deux pays anglophones (Ghana et Nigéria) et de deux pays francophones (Côte d'Ivoire et Cameroun) a révélé par exemple que le Ghana a surpassé la Côte d'Ivoire en matière de développement humain Indice (IDH) par une différence de plus de 20 pays. Le Cameroun devance le Nigeria de huit points (Gagné, 2020). Sept des dix pays les moins bien classés concernant l'IDH appartenaient à l'Afrique francophone. De plus, le Burundi, le Niger et la RD Congo occupent les trois dernières positions des 187 pays inclus dans le rapport (Ngugi, 2017).

Néanmoins, en ce qui concerne la croissance économique, le Nigéria a enregistré des taux de croissance économique plus élevés en raison de sa richesse pétrolière. Selon les données de la Banque mondiale, le PIB par habitant (PPA ; dollars internationaux constants de 2017) pour le Ghana était légèrement supérieur, avec 5,45 $, contre 5,18 $ pour la Côte d'Ivoire. Mais le Nigeria a affiché une croissance plus élevée (4,17 $ PPA) que le Cameroun (3,67 $ PPA). Cependant, la croissance n'a pas été inclusive, seule une minorité en a profité. La répartition des revenus était également très inégale. Au Ghana, l'indice de Gini était de 43,5 (2016) contre une répartition un peu moins inégale en Côte d'Ivoire (41,5, 2015). Étonnamment, le Nigéria a affiché l'inégalité de revenu la plus faible de tous, avec 35,1 (2018), contre le Cameroun (46.6, 2014) (Banque mondiale, coefficient de Gini par pays 2022).

1.3 Clivage entre Afrique anglophone et Afrique francophone

La clivage entre l'Afrique anglophone et francophone, qui comprenait la politique, l'économie et la culture dans les pays africains, existait depuis la domination coloniale. Premièrement, il a été alimenté par l'impérialisme de puissances coloniales, farouchement concurrentes, plus tard par la rivalité politique, économique et culturelle, y compris même les guerres par procuration, par ex. au Biafra (Nigeria), au Congo, en Côte d'Ivoire et au Rwanda.

En ce qui concerne le renforcement des institutions, la divergence a entraîné des alliances politiques et économiques rivales, par exemple de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) et de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA) (WAEMU, en anglais) en Afrique de l'Ouest, y compris l'imposition d'une monnaie propre par la France, le franc CFA. Cependant, aucune des deux organisations n'a eu les retombées attendues pour la sous-région dans son ensemble. Quant à l'UEMOA francophone, la mobilité de la main-d'œuvre s'est ralentie, la convergence budgétaire a été

décevante, l'expansion du commerce intra-régional est restée modeste et la compétitivité s'est érodée (Boogaerde & Tsangarides, 2005). Par conséquent, il n'est pas surprenant qu'un ressentiment croissant se soit également développé contre la dépendance ininterrompue de l'Afrique francophone à l'égard de la politique monétaire de la France dans ses anciennes colonies employant le franc CFA, comme expliqué dans ce qui suit (Kohnert, 2005; 2005a, 1994).

La France a imposé sa propre politique monétaire à ses colonies qui prévalaient jusqu'à présent, c'est-à-dire la zone franc CFA. Il se compose de deux unions économiques et monétaires avec deux francs CFA distincts. En Afrique de l'Ouest francophone qui comprend le bloc de l'Union économique et monétaire ouest-africaine UEMOA (WAEMU, en anglais) au sein de la CEDEAO. Le franc CFA ouest-africain est géré par la Banque centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO). Dans le même ordre d'idées, le franc CFA d'Afrique centrale, émis par la Banque des États de l'Afrique centrale (BEAC), est organisé sous la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (CEMAC).

En outre, la Zone monétaire ouest-africaine (ZMAO) a été fondée en décembre 2000, pour créer une union monétaire et plus tard une monnaie commune, l'éco, pour remplacer le franc CFA par une monnaie régionale unique pour la CEDEAO. Au début, la ZMAO ne comprenait que d'anciennes colonies britanniques. Cependant, en décembre 2019, les présidents français et ivoirien, Emanuel Macron et Alassane Ouattara, ont déclaré de manière surprenante que les États membres (francophones) de l'UEMOA abandonneraient le CFA pour adopter l'éco en 2020, quels que soient les États membres de la ZMAO. Cela a provoqué une vive protestation de ces derniers, notamment du Nigeria, de loin le plus grand des pays d'Afrique de l'Ouest, car Abuja soupçonnait Paris de poursuivre sa politique africaine unilatérale et ses relations post-coloniales sous le déguisement d'aider une monnaie ouest-africaine « indépendante ». (Ibrahim, 2020). En mai 2020, le Conseil des ministres français a adopté un projet de loi qui a préparé la voie à l'abandon du franc CFA ouest-africain pour *l'éco*. Le projet de loi doit encore être entériné par les parlements des États membres de l'UEMOA et de la France. De manière caractéristique, il n'a pas abordé l'un des aspects les plus controversés du CFA, à savoir le lien de la monnaie avec la politique monétaire de Paris et la parité fixe avec l'euro. Ainsi, Paris a sapé les ambitions durables des États membres de la zone monétaire ouest-africaine (ZMOA) par sa politique de diviser pour mieux régner.

Graphique 1 : Divergence de la croissance économique :
Afrique anglophone et francophone

Source: Ricart-Huguet, 2022

Suivant des traits de développement différents, l'Afrique anglophone et francophone ont montré des différences significatives dans la croissance économique (Ricart-Huguet, 2022). Cependant, sans doute, les taux de croissance plus élevés en Afrique anglophone au cours de la dernière décennie pourraient également indiquer c. p. une érosion de la persistance des investissements coloniaux. Par exemple, les investissements publics par habitant dans l'éducation et la santé étaient plus élevés en Afrique francophone (Ricart-Huguet, 2022). De plus, les investissements coloniaux en Afrique anglophone étaient (encore) plus inégalement répartis entre les districts qu'en Afrique francophone, ce qui a pu créer des pôles de croissance, stimulant la croissance globale dans les anciennes colonies britanniques, un avantage qui s'est peut-être érodé au cours de la dernière décennie (Ricart-Huguet, 2021).

Chose intéressante, la planification spatiale et physique des colonies conquises, notamment du siège et de l'administration de district, était un élément important pour ancrer la « supériorité » de la domination coloniale dans l'esprit des gens. Bien que les planificateurs coloniaux se considéraient comme apolitiques, s'intéressant uniquement aux questions techniques et esthétiques, ils servaient néanmoins l'objectif primordial des conquérants. Le premier soin des colonialistes était de réprimer la résistance naissante à l'intérieur des territoires conquis. Deuxièmement, il s'agissait de faire valoir la revendication coloniale sur le peuple et de défendre le territoire nouvellement conquis contre les puissances coloniales rivales. Troisièmement, il s'agissait d'exprimer visiblement, par ex. par les édifices impériaux, la domination politique et juridique et la supériorité culturelle du colonialisme européen (Njoh, 2007).

Une autre différence importante entre l'Afrique anglophone et francophone concernait la vision des relations d'après-guerre de la Grande-Bretagne et de la France concernant leurs colonies. Alors que Londres, en principe, acceptait déjà l'inévitabilité de l'indépendance dans une déclaration de 1943 s'engageant à guider ses colonies sur la voie de l'autonomie au sein du Commonwealth, Paris envisageait de conserver ses colonies africaines comme une seule entité intégrale au sein de la nation française dans le cadre de la France d'outre-mer. Ainsi, lorsque le mouvement de la France libre dirigé par Charles de Gaulle adopta la « Déclaration de Brazzaville » lors d'une réunion d'hommes politiques et de hauts fonctionnaires coloniaux des colonies françaises d'Afrique dans la capitale de l'Afrique équatoriale française, Brazzaville, en janvier 1944, pour discuter de l'avenir des colonies francophones, de Gaulle a fait plusieurs concessions, pour obtenir leur aide. Mais il a explicitement rejeté l'indépendance comme une possibilité future (Kirk-Greene, 1995; Brazaville Conference, Wikipedia).

Les relations étroites avec l'Afrique après la Seconde Guerre mondiale ont également été établies par l'armée française dans ses anciennes colonies jusqu'à présent. Elle est par exemple intervenue dans la première (2002-2003) et la deuxième (2010-2012) guerre civile ivoirienne. Cela a certainement servi à mettre fin à la guerre civile, mais aussi à maintenir les intérêts de la France dans les principaux pays membres de l'Afrique francophone. Aussi les conférences périodiques des « leaders francophones », et enfin, le réseau mondial, social et culturel de la Francophonie témoignent des relations étroites de l'Afrique francophone avec Paris (Le Vine, 2014). Aux côtés des plus grands acteurs mondiaux, la Chine, l'Inde et les États-Unis, la France joue toujours un rôle crucial en Afrique francophone. Il est possible que la crise du COVID-19 ait quelque peu déformé le tableau. Néanmoins, on estime que les grandes tendances se reflètent véritablement. Dans la plupart des 15 grands pays francophones d'Afrique subsaharienne sur 18, les entreprises françaises figurent parmi les trois premières sources d'importation (voir Tab. 1). Les carburants étaient les importations les plus importantes dans la plupart des pays.

Tableau 1 : Importations commerciales par pays d'ASS (valeur en Mio US$)

No.	*Country*	*Source countries*	*Imports*	*Year*	*% of imports by country*	*Major Category of imports*
1	Ivory Coast	China, Nigeria, *France*	$ 1.80 B $ 1.41 B $ 1.13 B	2019	18% 14% 11%	Mineral fuels, oils, distillation products
2	Senegal	*France* China Netherlands	$ 1.22 B $ 719.4 M $ 481.9 M	2020	16% 9.2% 6.2%	Mineral fuels, oils, distillation products
3	DR Congo	China USA South Africa	$ 1.68 B $ 1.42 B $ 611.6 M	2020	25% 21% 9.2%	Printed books, newspapers, pictures
4	Mali	Senegal China Ivory Coast *France*	$ 1.14 B $ 795.9 M $ 536.2 M $ 401.0 M	2019	23% 16% 11% 8 %	Mineral fuels, oils, distillation products
5	Cameroon	China *France* Nigeria	$ 1.13 B $ 506.8 M $ 342.2 M	2018	19% 8.3% 5.6%	Mineral fuels, oils, distillation products
6	Madagascar	China India *France*	$ 818.4 M $ 276.1 M $ 232.1 M	2020	26% 8.9% 7.5%	Mineral fuels, oils, distillation products
7	Niger	*France* China USA	$ 675.3 M $ 558.5 M $ 191.5 M	2020	22% 18% 6.6%	Cereals
8	Guinea (Conakry)	Ivory Coast China Spain	$ 660.8 M $ 341.7 M $ 259.3 M	2017	22.0% 12.0% 8.8%	Ships, boats, and other floating structures
9	Rwanda	China India Kenya	$ 635.3 M $ 280.5 M $ 278.4 M	2019	20.0% 8.8% 8.7%	Mineral fuels, oils, distillation products
10	Burkina Faso	China Ivory Coast France	$ 521.4 M $ 342.5 M $ 307.2 M	2020	12.0% 8.2% 7.3%	Mineral fuels, oils, distillation products
11	Togo	China *France* India	$ 441.5 M $ 185.8 M $ 162.9 M	2020	n.a.	Mineral fuels, oils, distillation products
12	Congo-Brazzaville	China *France* Belgium	$ 357.3 M $ 277.1 M $ 140.9 M	2020	n.a.	Ships, boats, and other floating structures
13	Benin	India China *France*	$ 298.7 M $ 292.4 M $ 262.5 M	2020	12% 11% 10%	Mineral fuels, oils, distillation products
14	Burundi	China Saudi Arabia India	$ 141.7 M $ 107.5 M $ 86.1 M		n.a.	Mineral fuels, oils, distillation products
15	CAR	*France* China Cameroon	$ 65.9 M $ 45.4 M $ 30.9 M	2018	n.a.	Vehicles other than railway, tramway
16	Chad	*France* Cameroon Nigeria	n.a.	n.a.	43% 16% 12%	Mineral fuels, oils, distillation products
17	Gabon	*France* Belgium USA	n.a. n.a. n.a.	2020	33% 16% 7.1%	Machinery, Nuclear Reactors

Source: Tradingeconomics.com

2. Capture réglementaire en Afrique francophone

Comme indiqué ci-dessus, l'Afrique francophone a été caractérisée jusqu'à présent par le manque de responsabilité du gouvernement (gouvernance). Cela est dû au pouvoir et à l'influence des « Messieurs Afrique » et des sociétés françaises qui ont permis aux autocrates de rester au pouvoir. Les entreprises françaises ont souvent été favorisées par rapport à d'autres entreprises étrangères, ajoutant ainsi des surcoûts inutiles aux transactions avec l'Afrique francophone. En cas de doute, les intérêts économiques français sapaient aussi souvent les appels à un processus démocratique (Pickett, 2017). En raison de la concurrence croissante avec d'autres acteurs mondiaux, notamment les États-Unis et la Chine, les politiciens français ont considéré avec méfiance la rhétorique de Washington et de l'UE en faveur de la démocratisation (Schraeder, 2000).

Selon Douglas A. Yates de l'American Graduate School de Paris, la France est le seul membre du Conseil de sécurité de l'ONU à avoir explicitement une « politique africaine ». Par un ingénieux système d'accords de coopération bilatéraux, la France a installé un accès privilégié à ses anciennes colonies africaines non seulement dans le domaine politique et économique, mais aussi dans la culture, l'éducation, les ressources naturelles, l'aide, le commerce, la finance, la sécurité, la défense et une communauté devise. Cette dernière est non seulement à l'avantage des ambitions françaises de consolider son emprise hégémonique sur sa « *chasse gardée* » en Afrique, mais elle a surtout profité à un petit lobby prédateur d'influents « *Messieurs Afrique* » (Yates, 2019). Cela correspond à la politique de capture réglementaire, c'est-à-dire un contrôle global du marché dans l'intérêt d'une circonscription mineure qui fait passer la recherche de rente pour l'intérêt public commun.

Les exemples de cette approche ingénieuse de la capture réglementaire sont nombreux. Par exemple, une récente étude de cas comparative des réformes de la comptabilité gouvernementale en Afrique anglophone et francophone (Ghana et Bénin) a révélé que l'approche française pouvait être conceptualisée comme un post-colonialisme « coercitif » et les Britanniques comme un post-colonialisme « doux » (Hopper et al, 2019). L'approche du gouvernement à Paris a été caractérisée comme comparable au « puissance dure » et à la « domination ». C'est-à-dire qu'il a forcé un État dépendant à faire quelque chose, ce qu'il ne ferait pas sans coercition. Cela comprend des sanctions économiques, une diplomatie coercitive et, si nécessaire, même une intervention militaire directe, malgré le ressentiment du public et les coûts politiques et économiques élevés.

Cela englobait les privilèges commerciaux dont jouissaient les multinationales et les cabinets comptables français, ainsi que les pratiques comptables associées. Ils ont perpétué les dépendances socio-économiques de la domination coloniale et encouragé une prédisposition pour les biens et services français. Ainsi, les accords ont non seulement imposé la politique monétaire de Paris (y compris le franc CFA) mais aussi le placement stratégique des administrateurs français, des fonctionnaires et des experts nationaux détachés (Hopper et al, 2019). Des études de cas de réformes de la comptabilité publique destinées à lutter contre la corruption et le népotisme au Bénin, également imposées par la Banque mondiale, le FMI dans le cadre de programmes « d'ajustement structurel » dans toute l'ASS, ont révélé que l'implication d'experts étrangers pourrait même aggraver le problème. Ceci, d'autant plus que le système de régulation, préconisé par le FMI concernant l'administration locale, a été abandonné au profit d'un système français en Afrique francophone qui s'est finalement avéré encore plus problématique (Lassou & Hopper, 2016).

Au lieu de cela, les réglementations visant à remédier aux pratiques frauduleuses et corrompues devraient habiliter les administrations nationales en aidant les gens à s'aider eux-mêmes. Apparemment, les partisans de la « bonne gouvernance » n'ont pas suffisamment considéré que l'appropriation locale était décisive, c'est-à-dire l'autonomisation de l'agence locale des fonctionnaires autochtones et des organisations de la société civile (Lassou et al, 2020).

2.1 Histoire succincte de la production cotonnière en Afrique francophone

L'ampleur de cette capture réglementaire et de ce contrôle du marché en Afrique francophone peut être mieux illustrée par une étude de cas des chaînes de valeur agricoles du coton. Des associations publiques pour promouvoir et commercialiser des cultures de rente spécifiques comme le cacao, le café, le thé, la canne à sucre, les noix de coco, les bananes, le caoutchouc naturel et le coton ont été créées par toutes les puissances coloniales dans toute l'Afrique.

L'expansion de la production de coton en Afrique francophone a commencé après la Seconde Guerre mondiale. Encore une fois, à partir des années 1970, il y a eu une autre reprise. Une quinzaine d'années après l'indépendance en 1960, la plupart des anciennes colonies françaises ont transformé les filiales de la Compagnie Française pour le Développement des Fibres Textiles (CFDT, aujourd'hui transformée en « Geocoton ») en sociétés cotonnières nationales dont la CFDT est restée actionnaire. Ces entreprises nationales étaient la Sodecoton au Cameroun, la Compagnie ivoirienne pour le développement des textiles (CIDT) en Côte d'Ivoire, la Compagnie malienne pour le développement du textile du Mali, la CotonTchad au Tchad, la Société centrafricaine de développement agricole (Socada) en Afrique centrale. République, la Société togolaise du coton (Sotoco) au Togo, la Sodefitex au Sénégal, la Société nationale pour la promotion agricole (Sonapra) au Bénin et la Société burkinabè des fibres textiles (Sofitex) en Haute-Volta (Burkina Faso). Ensemble, ils ont réussi à multiplier par cinq la production de coton en Afrique francophone, entre 1980 et 2004 (Aucun auteur, 2022) : Histoire de la culture du coton en Afrique subsaharienne, fr.wikipédia). Lors de la Conférence ministérielle de l' Organisation mondiale du commerce (OMC / WTO) de 2003, le conflit concernant les subventions injustes sur le coton versées aux agriculteurs aux États-Unis et dans l'UE a abouti à une protestation de quatre pays africains, le groupe dit « Cotton Four » (C4), à savoir le Bénin, le Burkina Faso, le Tchad , et le Mali, contre les subventions au coton en vigueur (Cotton made in Africa, 2022). Malgré la rareté de l'irrigation, la productivité des producteurs a augmenté grâce aux services ruraux de vulgarisation et de formation et à un prix d'achat garanti au producteur. Au cours de la première décennie des années 2000, le coton a contribué à environ 3 à 10 % du PIB de cinq pays d'Afrique de l'Ouest, et jusqu'en 2020, les revenus du coton ont soutenu plus de 15 millions de petits agriculteurs en Afrique subsaharienne (No author (2022): Histoire de la culture du coton en Afrique subsaharienne, fr.wikipédia).

Un autre exemple de monopoles ou d'oligopoles déloyaux en Afrique francophone concerne les sociétés transnationales (STN) qui jouent un rôle important dans le contrôle des services publics et l'appropriation privée des ressources communes. Sous la pression des institutions de Bretton Woods, les programmes d'ajustement structurel municipalisant les services, ont été privatisés, comme la distribution d'eau.

Déjà, la puissance coloniale française avait par exemple en Côte d'Ivoire mis fin au traitement de l'eau en bien commun à Abidjan. La propriété monopolistique privée de l'eau s'est poursuivie sans entrave sous l'étiquette du « modèle français de l'eau » (Obeng-Odoom,

2018). L'eau a été fournie par la TNC française, la Société de distribution d'eau de la Côte d'Ivoire (SODECI) fondée en 1959, un an avant l'indépendance ivoirienne, et chargée depuis lors de l'approvisionnement en eau potable à Abidjan. Depuis 1973, elle a étendu son marché à tous les centres urbains. La croissance de la SODECI n'était pas principalement due à son efficacité ou à ses innovations, mais tirée par les efforts combinés des politiques de puissance françaises et ivoiriennes. Selon une étude d'économistes français, la performance relative des fournisseurs de services publics et privés français a été qualifiée d'oppressante et d'inefficace. Selon Franklin Obeng-Odoom (2018), c'était donc le comble de l'hypocrisie et un deux poids deux mesures pour l'État français de continuer à imposer un régime monopolistique du secteur privé dans son ancien avant-poste colonial.

3. Conclusion

Face à la concurrence croissante d'autres acteurs mondiaux, notamment la Chine et l'Inde, dans l'ancien « closed shop » de l'Afrique francophone, les intérêts patronaux français ne peuvent plus faire ce qu'ils veulent. Néanmoins, ils essaient jalousement de garder leurs droits acquis et leur accès préférentiel aux marchés africains. Ces derniers qu'ils recherchent entre-temps aussi avec succès au-delà des frontières de l'Afrique francophone. Aussi, l'Afrique reste d'un intérêt stratégique primordial pour la France et ses partenaires européens en matière de sécurité, par ex. la menace croissante des mouvements islamistes au Sahel et l'afflux croissant de réfugiés africains (Djimi, 2016). Le retrait de la Grande-Bretagne en tant que principal concurrent de la France au sein de l'UE, en ce qui concerne la politique et l'économie africaine dans le cadre de Brexit, a fait assumer à Paris un rôle encore plus crucial dans l'UE en tant que première puissance dans les relations africaines (Kohnert, 2018).

En fait, un certain découplage entre les intérêts économiques et géopolitiques de la France est déjà observé depuis plus d'une décennie. Fini le temps où la France se concentrait uniquement sur un capitalisme rentier, tandis que des capitalistes plus dynamiques investissaient ailleurs. Déjà, l'ancien président Nicolas Sarkozy affirmait que « *l'échec de l'Afrique aujourd'hui, sera le désastre de l'Europe demain* » (Hugon, 2007). Pourtant, au cours des dernières décennies, la politique africaine de Paris n'était guère plus que des changements cosmétiques visant à réhabiliter la réputation de la France en Afrique tout en tentant de maintenir la domination par d'autres moyens, sans véritable partenariat entre égaux (Renou, 2002). Le sommet UE-Afrique de février 2022 offrait la dernière chance d'un changement fondamental.

Mais chaque nuage a une doublure argentée. Sur le plan économique, en Afrique francophone ont récemment émergé par exemple les start-ups technologiques les plus prometteuses à la recherche d'investisseurs et, selon un expert de la Banque mondiale, 62,5 % des économies africaines à la croissance la plus rapide se trouveront en Afrique francophone (Rusagara, 2019). Le taux de croissance économique de la région entre 2012 et 2018 avec 4,9 % a dépassé de manière significative celui du reste de l'Afrique (2,9 %) (Kene-Okafor, 2020). Et il y a encore de la place pour plus. Par exemple, selon une récente enquête du Centre du commerce international, une agence conjointe de l'OMC et de l'ONU, peu de petites et moyennes entreprises d'Afrique francophone connaissent déjà l'amélioration des perspectives de marché que leur ouvre l'accès au libre-échange continental africain (ZLEC) (ITC News, 2021). La France et l'UE feraient bien de faciliter la mise en réseau de ces jeunes entreprises africaines avec la zone de libre-échange ZLEC.

Bibliographie

Airault, Pascal & Antoine **Glaser** (2021) : Le piège africain de Macron: Du continent à l'Hexagone. Paris : Fayard, 7 April 2021

Alidou, O. (2000): Francophonie, World Bank, and the collapse of the Francophone Africa educational system. In: Alidou, O. & C. G. Caffentzis et al. (eds.)(2000): *A thousand flowers: Structural adjustment and the struggle for education in Africa*, pp. 37-42

Baxerres, Carine (2011) : Pourquoi un marché informel du médicament dans les pays francophones d'Afrique ? *Politique africaine*, vol. 2011/3 (N° 123), pp. 117 – 136

Boogaerde, Pierre van den &Charalambos **Tsangarides** (2005): Ten years after the CFA Franc devaluation: Progress toward regional integration in the WAEMU. Washington: IMF, WP/05/145

Borrel, Thomas et al (eds.)(2021) : L'Empire qui ne veut pas mourir. Une histoire de la Françafrique. Paris : Seuil

Chambord, Olivier (2014): Francophone Africa: the business landscape. *Morgan Lewis' business and finance practice*. London: International Comparative Legal Guides (ICLG), 19 February 2014

Chrisafis, Angelique (2011): Jacques Chirac 'given briefcases of election cash by African leaders. London: *The Guardian*, 11 September 2011

Collins, Tom (2019): En Marche: Why French companies are exploring East Africa. *African Business*, 7 January 2019

Cotton made in Africa (2022): African Cotton. Hamburg: Aid by Trade Foundation (AbTF) and ATAKORA Fördergesellschaft GmbH (ATAKORA), CEO: Michael Otto

Daviron, Benoît & Janine **Sarraut-Woods** (2016): Histoire des organisations publiques ou associatives spécialisées sur une commodité agricole et liées à l'Afrique francophone. In : Biénabe, Estelle &Alain Rival & Denis Loeillet (eds.): *Dans Développement durable et filières tropicale*, Collection : Agricultures et défis du monde. Éditions Quæ, pp. 41 – 50, Chapitre 2

Djimi, Yves-Justice (2016) : L'Afrique a-t-elle encore une importance stratégique pour la France au XXIe siècle ? *Géoéconomie*, 2016/5 (N° 82), pp. 99 – 107

EP (2021): After Cotonou: Towards a new agreement with African, Caribbean and Pacific states. Brussels: European Parliament, *Briefing*, International Agreements in Progress.

Favre, Guillaume & Julien **Brailly** (2015): Salons et définition de normes marchandes : Le cas de la distribution de programmes de télévision en Afrique sub-saharienne. *L'Année sociologique*, 2015/2, vol. 65, pp. 425 – 456

Fok, Michel (2006): Liberalization and globalization: Trojan Horse for the cotton traders' domination in Francophone Africa. Lyon: HAL- SHS, (open archive) Humanities and Social Sciences

Gagne, Jackson (2020): A socioeconomic analysis of Francophone and Anglophone West Africa. University of Akron, Williams Honors College, Honors Research Projects. 1110

Hopper, Trevor & Mathew **Tsamenyi** & Victor **Murinde** (2019): Varieties of neo-colonialism: Government accounting reforms in Anglophone and Francophone Africa – Benin and Ghana compared. *Critical Perspectives on Accounting*, vol. 65, December 2019

Lassou, Philippe J. C. & Trevor **Hopper** & Teerooven **Soobaroyen** (2020): Financial controls to control corruption in an African country: Insider experts within an enabling environment. *Financial Accountability and Management*, vol. 37 (2), pp. 107-123, May 2021, First published: 13 April 2020

Hugon, Philippe (2007) : La politique économique de la France en Afrique- - La fin des rentes coloniales ? *Politique africaine*, vol. 2007/1 (N° 105), pp. 54 – 69

Hugon, P. & N **Pagès** (**1998**) : Ajustement structurel, emploi et rôle des partenaires sociaux en Afrique francophone. *Cahiers de l'emploi et de la formation No. 28 (Programme d'action sur l'ajustement structurel, l'emploi et le rôle des partenaires sociaux)*, 'Afrique francophone de l'Ouest' (chapitre 1), pp. 1-62. Geneva : ILO

Ibrahim, Ayyub (2020): France and the new Francophone-Anglophone divide in West Africa. London: *Encyclopedia Geopolitica*, 6 November 2020

Lassou, Philippe J. C. & Trevor **Hopper** & Teerooven **Soobaroyen** (2020): Financial controls to control corruption in an African country: Insider experts within an enabling environment. *Financial Accountability and Management,* vol. 37 (2), pp. 107-123, May 2021. First published online: 13 April 2020

Le Vine, Victor (2014): Politics in Francophone Africa. Boulder (USA): Lynne Rienner

Kappel, Robert (20121): Redefining Europe-Africa relations. Berlin: Friedrich Ebert Foundation

Kene-Okafor, Tage (2020): How Francophone Africa tech players are breaking down barriers in search of recognition. *Techpoint-Africa*, 2 December 2020

Kirk-Greene A. (1995) 'Le Roi est mort! Vive le Roi!': The comparative legacy of Chiefs after the transfer of power in British and French West Africa. In: Kirk-Greene A., Bach D. (eds): *State and society in Francophone Africa since independence*. St Antony's/Macmillan Series. Palgrave Macmillan, London, pp. 16-33

Kohnert, Dirk (2021): The EU-Africa summit 2021: Quo vadis, in the light of Brexit and Corona. *ResearchGate*, MPRA, WP 106283

Kohnert, Dirk (2018): Britain and Africa: heading for the Brexit rocks. Author's version of Kohnert, D. (2018): More equitable British post-Brexit Africa relations: doomed to fail? [Britain and Africa: heading for the Brexit rocks]. *Africa Spectrum*, vol. 53., No. 2, 119-130; academia.edu, WP No. 37270112

Kohnert, Dirk (2005): Monetary Unions - Dominated by the North? The CFA-Zone and the CMA - On the relevance of rational economic reasoning under African conditions. In: Fritz, Barbara / Metzger, Martina (eds.) (2005): *New Issues in Regional Monetary Coordination - Understanding North-South and South-South Arrangements*. Houndmills, Basingstoke, Hampshire, Palgrave Macmillan, pp. 177-187

Kohnert, Dirk (2005a): Die UEMOA und die CFA-Zone. Eine neue Kooperations-Kultur im frankophonen Afrika? In: Nabers, Dirk / Ufen Andreas (eds.)(2005): *Regionale Integration – Neue Dynamiken in Afrika, Asien und Lateinamerika.* Schriften des Deutschen Übersee-Instituts, Nr. 65, Hamburg, DÜI, 2005:115-136

Kohnert, Dirk (1994): 'Wir sind alle abgewertet!' Zur Anpassungskrise von Währung, Wirtschaft und Gesellschaft in der CFA-Zone. In: Institut für Afrika-Kunde / Hofmeier, Rolf (eds.): *Afrika-Jahrbuch – 1993*. Opladen: 1994:35 – 45

Lassou, P.J.C. & T. **Hopper** (2016): Government accounting reform in an ex-French African colony: The political economy of neocolonialism *Critical Perspectives on Accounting*, vol. 36, April 2016, pp. 39-57

Maritz, Jaco (2013): Demystifying doing business in Francophone Africa. Cape Town: *How we made it in Africa* (online African business publication), 3 April 2013

Mbaye, Ahmadou Aly & Stephen S. **Golub** & Fatou **Gueye** (2020): Formal and informal enterprises in Francophone Africa: Moving toward a vibrant private sector. Ottawa: International Development Research Centre

Mbembe, Achille (2021): Les nouvelles relations Afrique-France : Relever ensemble les défis de demain. *Elysee.fr*, October 2021

Ngugi, Fredrick (2017): Are Francophone, Anglophone Countries the next big fault line in Africa? Face2faceAfrica, April 13, 2017

Njoh, Ambe J. (2007): Example of neo-colonial cultural-imperialism in town-planning in Togo. In: Njoh, A. J. (2007): Planning power: Town planning and social control in colonial Africa. London: University College London (UCL), pp. 12-28

No author (2022): History of cotton cultivation in sub-Saharan Africa, fr.Wikipédia

Obeng-Odoom, Franklin (2018): Transnational corporations and urban development. *American Journal of Economics and* Sociology, vol. 77 (2), pp. 447-510

Pickett, Cameron D. (2017): French political-economic interests in francophone Africa: Weighing the merits of dependency theory and modernist theory in the political and economic relations between France and her former African colonies. Harrisonburg, Virginia, USA: James Madison University, Senior Honors Projects, No. 331, Spring 2017

Raikes, Philip & Michael Friis **Jensen** & Stefano **Ponte** (2000): Global commodity chain analysis and the French filière approach: comparison and critique. *Economy and Society*, vol. 29 (3), pp. 390-417

Renou, Xavier (**2002**): A New French Policy for Africa? *Journal of Contemporary African Studies*, 20:1, pp. 5-27

Ribouis, Olivier (2022): Europe - Afrique: 04 axes d'un New Deal que propose Emmanuel Macron. Cotonou: *Banouto*, Beninese media start-up, 21 January 2022

Ricart-Huguet, Joan (2022): Why colonial investments persist more in Francophone than Anglophone Africa. London: London School of Economics (LSE), 25 January 2022

Ricart-Huguet, Joan (2021): Why Do Colonial Investments Persist Less in Anglophone than in Francophone Africa? *Journal of Historical Political Economy*, vol. 1 (4), pp 477-498

Routier, Airy (2019): Quel est vraiment le poids des francs-maçons sous l'ère Macron? Paris*:* *Challenges*, 23 February 2019

Rusagara, Consolate K. (2019): Francophone Africa has the most promising tech startups and they are looking for investors. World Bank – *Blogs*, May 06, 2019

Sanogo, Issouf (2022): Will EU-AU summit reshape Europe-Africa relations? London*: African Business*, online

Schraeder, Peter J. (2000): Cold war to cold peace: Explaining U.S.-French competition in francophone Africa. *Political Science Quarterly*, vol. 115 (3), pp. 395-419

Smith, Stephen & Antoine **Glaser** (1992) : Ces messieurs Afrique: Le Paris-village du continent noir. Paris : Calmann-Lévy, 1 January 1992

The Editor (2021): Présidence française de l'UE : priorité aux dossiers africains. Lille: *Le Point Afrique*, 27 October 2021 (no author given)

Thierry, Raphaël (2019) : Les éditeurs d'Afrique francophone sur l'échiquier du « glocal » (1980-2019). Vol. 10 (2), Spring 2019, *Mémoires du livre* / *Studies in Book Culture*, Online publication: June 18, 2019

Yates, Douglas A. (2019): Paradoxes of predation in francophone Africa. *International Journal of Political Economy*, vol. 47 (2), pp. 130-150

Abstract: Francophone Africa has been dominated to date by the political, economic and cultural repercussions of France’s colonial rule. A major instrument to assert France's interests was the upkeep of a common monetary policy and currency, the CFA Franc. Although this has been increasingly resented by African politicians and economists, who wanted to replace it with a West African currency (the 'Eco') the CFA still prevails, due to the social network of French and African political leaders, the ‘messieurs Afrique’ who benefit from the system. The controversial international discussion concentrates on questions of sovereignty and formal political and economic questions. However, the rules of the informal sector proved to be at least as crucial in structuring the CFA-zone as the institutions and policies of the formal economic sector, including its monetary institutions. For decades, for example, prices of French imports were overpriced, due to protection by tied aid and other political and cultural non-tariff trade barriers. The cost of this rent-seeking was carried not only by the French Treasury, who guarantees the peg, but by the French and EU taxpayers, who financed budgetary bail-outs and development aid, and last, but not least, by the poorer African member countries and social strata. Although this applies strictly speaking only to the CFA zone, there are strong indicators that things haven't changed much since then for Francophone Africa in general. The repercussions of rent-seeking in Francophone Africa impact up to date negatively on economic performance. For example, growth levels have been significantly lower for two decades compared with Anglophone competitors.

Zusammenfassung : Das frankophone Afrika war bisher von den politischen, wirtschaftlichen und kulturellen Auswirkungen der französischen Kolonialherrschaft geprägt. Im Gegensatz zur „indirekten“ Kolonialherrschaft Großbritanniens regierte Paris seine (ehemaligen) Kolonien eher autokratisch, was klassischerweise als „direkte Herrschaft“ bezeichnet wird. Ein wichtiges Instrument zur Durchsetzung der Interessen Frankreichs war die Beibehaltung einer gemeinsamen Währung, des CFA-Franc. Obwohl diese zunehmend von afrikanischen Politikern und Ökonomen abgelehnt wurde, die sie durch eine gemeinsame westafrikanische Währung (das „Eco“) ersetzen wollten, dominiert der CFA immer noch. Die kontroverse internationale Diskussion zum Thema konzentrierte sich bisher auf Fragen der Souveränität und formale politische und wirtschaftliche Fragen. Allerdings erwiesen sich die Regeln des informellen Sektors bei der Strukturierung der CFA-Zone als mindestens genauso entscheidend wie die Institutionen und Richtlinien des formellen Wirtschaftssektors, einschließlich seiner Währungsinstitutionen. Beispielsweise waren die französischen Importpreise über Jahrzehnte aufgrund von Preisbindungen und anderer politischer und kultureller nicht-tarifärer Handelshemmnisse überbewertet. Die Kosten dieses ‚Rentier-Kapitalismus‘ wurden nicht nur vom französischen Finanzministerium getragen, das die Bindung garantierte, sondern auch von französischen und europäischen Steuerzahlern, die Haushaltssanierung und Entwicklungshilfe finanzierten, und nicht zuletzt von den Ärmsten afrikanischen Mitgliedsländern und Gesellschaftsschichten. Obwohl dies streng genommen nur für die CFA-Zone gilt, gibt es starke Indikatoren dafür, dass sich seit dieser Zeit für das frankophone Afrika im Allgemeinen nicht viel geändert hat.